

# UN ACCOMPAGNEMENT EFFICACE POUR LES ÉLÈVES EN SITUATION DE HANDICAP

## Une évolution sociétale majeure en faveur de la scolarisation en milieu ordinaire des élèves en situation de handicap

Au cours de l'année scolaire 2010-2011, 201 388 élèves en situation de handicap étaient scolarisés dans le premier et le second degrés (dont 88,4 % dans l'enseignement public et 11,6 % dans l'enseignement privé sous contrat). **Les effectifs scolaires d'enfants en situation de handicap ont ainsi augmenté de 33 % depuis 2005.**

C'est au collège et en lycée professionnel que cette augmentation a été la plus forte : respectivement +71,5 % et + 118 % depuis 2006-2007.

Globalement, la part des élèves handicapés dans la population scolaire en milieu ordinaire s'est accrue, passant de 1,3 à 1,7 %.

Environ deux tiers de ces enfants sont scolarisés individuellement dans une classe ordinaire, à temps complet ou partiel. L'autre tiers est accueilli au sein d'une classe d'inclusion scolaire (CLIS, dans le primaire) ou d'une unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS, dans le secondaire), où il est pris en charge par un enseignant spécialisé.

Toutefois, les progrès ont, en réalité, été moins importants que ces chiffres peuvent le laisser penser.

## Des chiffres qui ne reflètent pas totalement la réalité de la scolarisation des élèves en situation de handicap

L'augmentation du nombre d'enfants scolarisés en milieu ordinaire résulte en grande partie de l'élargissement de la notion de handicap opéré par la loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Est désormais considérée comme un handicap « toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de la santé invalidant ». La loi de 2005 a donc notamment ajouté aux catégories déjà existantes les handicaps cognitifs, intellectuels et psychiques.

De plus, beaucoup d'enfants en situation de handicap considérés comme scolarisés ne vont en réalité à l'école que quelques heures par semaine.

Par ailleurs, le nombre d'enfants en situation de handicap non scolarisés, bien que difficile à évaluer de manière précise, demeure en tout état de cause élevé. Selon un rapport du Sénat de 2011, 20 000 enfants seraient dans ce cas, les trois quarts d'entre eux étant placés dans des structures médico-sociales et bénéficiant du soutien d'un éducateur, les autres étant en attente d'une solution.

## Les difficultés de l'accompagnement des élèves en situation de handicap

La loi de 2005 a mis en place les projets personnalisés de scolarisation. Élaborés en association avec les familles, ces projets personnalisés ont vocation à organiser la scolarité de chaque élève en situation de handicap. Un enseignant référent est chargé de veiller à la continuité et à la cohérence de sa mise en œuvre et d'en évaluer les effets sur la scolarité de l'enfant.

Aux côtés de l'enseignant référent, deux catégories de personnels assurent l'essentiel de l'accompagnement des enfants en situation de handicap en milieu scolaire : les auxiliaires de vie scolaire – individuels (AVS-i) ou collectifs (AVS-Co, qui interviennent en CLIS ou ULIS) – et les emplois de vie scolaire (EVS), qui sont des emplois sous contrats aidés qui interviennent en classe ordinaire.

Depuis 2006, la part des EVS dans les emplois chargés de l'accompagnement des enfants en situation de handicap a progressé de 160 % ; en 2010, un poste sur deux dédiés à cet accompagnement était occupé par un EVS.

Or, alors que les AVS sont recrutés sous conditions de diplôme (baccalauréat ou équivalent), sur des contrats de droit public de trois ans renouvelables une fois et bénéficient d'une formation obligatoire de 60 heures, les emplois de vie scolaire (EVS) sont recrutés sur des contrats aidés de droit privé d'une durée très limitée (6 mois à un an) et ne suivent aucune formation particulière. Une situation qui a des conséquences dommageables : une rotation importante des personnels, un manque de suivi dans l'accompagnement des enfants, et une incertitude angoissante pour les familles.

L'inadéquation entre le nombre de demandes d'accompagnement individuel adressées aux maisons départementales des personnes handicapées (MDPH), en forte croissance ces dernières années, et les postes disponibles constitue un autre problème.

Dans le cadre de la concertation, il conviendra donc de travailler à une définition plus précise des modalités d'accompagnement et de prise en charge des différentes catégories de handicap et à l'amélioration de ces dernières. L'enjeu est également de garantir aux personnels concernés une formation à la hauteur de leur mission et un véritable avenir professionnel. Car, dans les formations dont bénéficient les AVS-i, une partie du cursus relève souvent davantage de l'information que de la professionnalisation et le volume de 60 heures peut se révéler insuffisant pour la prise en charge des handicaps particulièrement lourds ou requérant des compétences spécifiques. Il s'agira aussi d'assurer une plus grande complémentarité et une meilleure coopération entre l'École et les établissements ou services spécialisés du secteur médico-social.

## Une formation des enseignants qui demeure insuffisante

Avec l'augmentation du nombre d'enfants en situation de handicap en milieu ordinaire, une part croissante des enseignants est susceptible d'accueillir en classe un élève handicapé. La formation des enseignants est donc un enjeu majeur pour la qualité de la prise en charge de ces élèves. Or la formation initiale actuellement dispensée aux enseignants ne leur permet pas de faire face aux problématiques particulières liées au handicap : la détection et le traitement précoces des handicaps relevant des troubles de l'apprentissage, la sensibilisation aux différents types de handicap, l'adaptation des outils et méthodes pédagogiques aux besoins de ces élèves, etc.

D'où la nécessité d'inclure cette dimension dans le cadre de la réforme prévue de la formation initiale des enseignants et de garantir, pour les enseignants déjà en poste, l'accès à des modules spécifiques de formation continue.